

Vote du budget primitif de la commune : la désillusion.

Lors du dernier Conseil municipal s'est tenu le vote du budget primitif. Il définit les options budgétaires que la municipalité souhaite porter pour l'année 2021 : ses investissements, le choix de ne pas augmenter les impôts, ainsi que le non-recours systématique à l'emprunt.

À la surprise générale, les membres du groupe "Notre Bien Commun" ont ainsi manifesté leur refus de valider ces propositions en ne votant pas ce budget primitif, pourtant discuté ensemble depuis des mois.

Nous ne comprenons pas les motivations d'un tel choix. Pourquoi se ranger systématiquement du côté de l'opposition et affirmer ainsi leur volonté farouche de ne partager ni nos décisions ni notre programme, pourtant commun. Pourquoi cette mascarade d'une union faussement recherchée ?

Nous avons fait le pari d'unir les gauches. Il semble pourtant que les membres de "Notre bien commun" préfèrent quitter notre union majoritaire et rester dans une opposition purement politique, sans proposition réelle et adaptée pour le bien de notre commune. Serait-ce la conséquence du refus, affirmé dès le départ, de prendre des responsabilités réelles ?

Dépassant ces positions politiques stériles, nous continuons de rester soudés autour de nos nombreux projets avec le groupe "Vaux-le-Pénit Humain, Citoyen et Solidaire" groupe soutenu par le PCF. Nous partageons avec eux le travail au service de nos concitoyens, dans une confiance réciproque.

Nous avançons ensemble pour le programme que vous, Penivauxoises et Penivauxois, avez choisi de porter à travers nous.

Henri de Meyrignac et l'équipe majoritaire "Vaux-le-Pénit, Notre Avenir, Ensemble".

Mêmes causes, mêmes effets...

Expliquant en juin 2020 pourquoi ils avaient quitté la majorité municipale dirigée depuis peu par Henri du BOIS de MEYRIGNAC, plusieurs anciens conseillers municipaux expliquaient : « **Nous sommes partis car ses méthodes ne correspondent pas à l'idée que nous avons de l'animation d'une équipe et de la gestion d'une commune comme la nôtre.** ».

Moins d'un an plus tard, lors du conseil du 18 mars dernier, les mêmes arguments ont peu ou prou été avancés par les élus du groupe « *Notre bien commun* », eux aussi membres de la majorité municipale, pour expliquer qu'ils ne voteraient pas le budget primitif présenté par le maire et qu'ils s'abstiendraient. En cause l'absence de travail collégial et la non prise en compte des remarques et propositions formulées par « *Notre bien commun* » lors du débat d'orientation budgétaire du 4 février.

Elus différents, mandats différents, et pourtant des causes qui produisent les mêmes effets, à savoir un malaise profond et une crise au sein de la majorité municipale, 9 mois à peine après les élections municipales...

Agressif avec ses propres alliés qu'il a attaqués frontalement à trois reprises dans les derniers Reflets, méprisant et accusateur avec l'opposition, laissant dans l'ignorance pendant un mois les membres de sa majorité sur un sujet aussi important que le projet de prison, **Henri du BOIS de MEYRIGNAC ne conçoit à l'évidence l'exercice du pouvoir que sous un seul angle, le sien et pour un seul profit, le sien.**

N. BEAULNES-SERENI, J-M. JUDITH, P. ESPRIT, L. VANSLEMBROUCK, A. MICHEL, S. VALENTE et D. GAVARD "Vaux-le-Pénit notre ville, notre vie !"

vlp2020.nv@gmail.com / 06 36 18 05 52
vlpnv.wordpress.com

Le sens de notre abstention sur le budget

Lors du conseil municipal du 18 mars notre groupe a collectivement décidé de s'abstenir sur le budget 2021. Membres de la majorité nous avons expliqué publiquement dès notre fusion avec la liste de M. de Meyrignac que nous souhaitons garder une autonomie d'action et une liberté d'appréciation.

Fidèles à nos idées démocratiques, sociales et écologiques nous n'avons cessé depuis notre élection de faire des propositions concrètes dans le cadre de cette majorité municipale.

Si nous avons souligné des éléments positifs comme la montée en puissance du centre municipal de santé ou la préservation des subventions à notre tissu associatif nous avons aussi, dès février, émis des réserves sur certains choix opérés sans que n'ait pu avoir lieu un véritable débat. Nos alliés n'ont jamais créé les conditions d'un échange sérieux, écartant sans discussion réelle nos remarques. Nous sommes convaincus que, conformément à nos engagements communs, et malgré une situation financière difficile, **des marges de manœuvres existaient pour maintenir les postes dans la petite enfance, la culture et d'autres services qui font la force de Vaux-le-Pénit.** Nous avons aussi réclamé des investissements pour la transition écologique et la construction d'une méthode transparente pour faire des arbitrages politiques où chaque composante de la majorité sera pleinement respectée. Loin d'être un problème la diversité des idées est une richesse !

J.GUERIN, D.AMIOT, A.BOULET, A.BOUTET, I.CAKIR
pour "Vaux-le-Pénit notre bien commun".
+ d'infos : vauxlepenil-notrebiencommun.fr

Une journée, une seule !

Il y a quelques semaines, une journée a peut-être permis à certains de se rappeler que plus de la moitié de l'humanité était des femmes. **Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes**, pour dénoncer toutes les violences sexistes, sexuelles, racistes, institutionnelles dont elles sont victimes.

Au travail, le compte n'y est pas ! Le travail partiel imposé (30,2% de femmes contre 6,9% d'hommes), le travail domestique (34H/semaine pour les femmes contre 18H pour les hommes), les écarts salariaux de 26% entre hommes et femmes, les écarts de pensions à la retraite, autant de discriminations insupportables.

Pendant le 1er confinement, elles étaient majoritairement le parent qui restait au foyer avec à gérer : les enfants, le télétravail, la gestion et le suivi pédagogique des enfants, les tâches ménagères.

La crise a rendu visible les femmes, premières de corvée mais indispensables dans les métiers « féminins » : soignants et infirmiers (87% de femmes), aides soignants (91% de femmes), aides ménagères et aides à domicile (97% de femmes), agents d'entretien (73% de femmes), caissiers et vendeurs (76% de femmes).

Il faut revaloriser sérieusement ces métiers et revendiquer un réel partage des tâches domestiques et familiales.

Il faut exiger du gouvernement qu'il garantisse, à compétence égale, l'égalité salariale hommes/ femmes et qu'il agisse contre les violences sexistes et sexuelles.

Ne pas attendre le 8 mars 2022 pour faire le constat que rien n'a changé !

Patricia Rouchon, Viviane Janet, Jean-Louis Masson
"Vaux-le-Pénit humain, citoyen et solidaire",
groupe soutenu par le PCF.